

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté De Droit, D'Economie, De Gestion Et De Sociologie

(Domaine : Sciences de la Société)

Département Economie

(Mention Economie)

Mémoire de groupe de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Licence en

Sciences Economiques

Option : économie-mathématiques



Par groupe 11 :

N° 275 : M^{lle} RAMONJAMANANA Riana Navalona

N° 276 : M^r RANAIVOSON François Feno Hasina

N° 277 : M^r RANDRIAMANANJARA Rina Lalaina

N° 278 : M^r RANDRIAMASINANTENAINA Sitraka Fenohery

N° 279 : M^r RANDRIAMBAHINY RASOANIRAINY Miraina Delval

**Encadreur : Monsieur RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasoa
Professeur des universités.**

Promotion : TSIRESY

Date de soutenance : 17 janvier 2017

Date de dépôt : janvier 2017

AU: 2015/2016

REMERCIEMENTS :

Le présent travail n'a pu être réalisé sans la contribution de quelques personnes à qui nous adressons nos sincères remerciements.

Mais avant tout, nous rendons gloire au Seigneur tout puissant pour sa grâce et sa miséricorde, pour la santé, la foi et le courage qu'il nous a donnés, arme à laquelle nous nous sommes accrochés pour pouvoir franchir ce grand pas.

Nous tenons à adresser nos vifs remerciements à :

- Monsieur RANDRIANALJAONA Tiana Mahefasoa, professeur des universités, responsable des parcours Master et président du jury, notre encadreur pour son suivi assidu dans le développement de ce mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme licence-ès sciences économiques,
- A nos familles respectives de nous avoir toujours soutenus moralement et financièrement,
- Toutes les personnes qui de près ou de loin ont contribué à l'élaboration de ce travail.

Avant-propos :

On entend partout dire de la grande puissance que sont les Etats-Unis d'Amérique et ce, dans presque tous les domaines. Les affaires du pays intéressent le monde entier. En effet, ses actions ont des répercussions des plus importantes sur l'économie mondiale. A travers ce présent travail, nous nous sommes surtout axé sur le champ économique, c'est-à-dire, sur les domaines d'activités relatives à la production et à la consommation des richesses du pays. Nous avons voulu bien mettre en évidence les fondements de cette puissance et le système économique qu'est le capitalisme mais aussi l'effet de la concurrence, notre intérêt se portera plus particulièrement sur la chine. On verra au fur et à mesure qu'au-delà de cette suprématie, ils rencontrent de nombreux problèmes qui tendent à fragiliser leur piédestal. Ce modèle américain est un véritable modèle d'interventionnisme libérale, L'Etat a beaucoup participé dans l'ascension vers cette domination mais est aussi à l'origine de très graves problèmes auxquels le pays a dû faire face. Beaucoup d'aspects de la vie économique du pays seront abordés, des faits plus récents et d'autres plus éloignés dans le temps. Un maximum d'information qui peut sembler dispersé, a pour finalité de montrer sa suprématie et les difficultés qu'ils ont relevées. Il est de bon augure de rattacher l'expérience américaine avec celui des pays en développement ce qui conduit en fin à des suggestions pour l'économie de notre île Madagascar. Ce travail a été l'occasion pour nous de voir de plus près l'adaptation des théories économiques à la réalité.

Liste des abréviations et des sigles :

- ABS : Asset Backed Securities
- BCM : Banque Central de Madagascar
- CEE : Communauté Economique Européenne
- DEME: Diplôme d'Etat des Moniteurs Educateurs
- FAO: Food and Agriculture Organization of United Nation
- FBCF : Formation Brute de Capital Fixe
- FED : Federal Reserve
- FMI : Fonds monétaire international
- GDP : Gross Domestic Product
- IDE : Investissement Direct Etranger
- INSTAT : Institut National de la Statistique
- ITT : International Telegraph Telephone
- Mds : Milliards
- MEP : Manufacturing Extension Partnership
- NAFTA: North American Free Trade Agreement
- NASA : National Aeronautic and Space Administration
- NASDAQ : National Association of Securities Dealers Automated Quotation
- NPI : Nouveaux pays industrialisés
- OCDE : Organisation de coopération et développement économique
- OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PME : Petite et moyenne entreprise
- PNB : Produit National Brut
- PPA : Parité de Pouvoir d'Achat
- PSD : Parti Social Démocrate
- RFC : Reconstruction Finance Corporation
- S&P : Standard & Poor's
- UE : Union Européenne
- URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
- USD : US Dollar

Liste des tableaux

Tableau 1 : L'œuvre législative du New Deal	5
Tableau 2 : La croissance, l'inflation et le chômage de 1960 à 1973	8
Tableau 3 : La stagflation.....	9
Tableau 4: Les principaux produits agricoles du pays en 2003 et la masse de la production en tonnes en 2003.....	11
Tableau 5 : Les grandes entreprises industrielles américaines	15
Tableau 6 : Les principaux atouts de Madagascar.	27
Tableau 7 : Les principaux handicaps de Madagascar.....	27

Liste des figures

Figure 1 :L'évolution des prix de l'immobilier de 1988 à 2010.....	19
Figure 2 : le chômage aux Etats-Unis	20
Figure 3 : Le dépassement des Etats-Unis par la Chine ?.....	21
Figure 4 : Le PIB des Etats-Unis et de la Chine en termes de parité de pouvoir d'achat	22
Figure 5 : La répartition du PIB par secteurs (en 2014) :	26
Figure 6 : Les Taux de croissance du PIB depuis l'indépendance	27

Tables des matières

Tables des matières	v
Introduction :	1
Chapitre 1 : Le système et la politique économique américaine :	2
Section 1 : Le capitalisme américain :	2
1.1.1- La terre d'élection du capitalisme :	2
1.1.1.1- Le capitalisme manufacturier :	2
1.1.1.2- Le capitalisme financier :	3
1.1.2.2- La crise du modèle capitaliste américain :	4
1.1.2- Le contrôle relatif de l'Etat :	4
1.1.2.1- L'intervention étatique :	4
1.1.2.2- Le retour en force du libéralisme :	7
Section 2 : Le modèle américain depuis 1945 :	7
1.2.1- L'âge d'or du keynésianisme de 1945 à 1965 :	7
1.2.2- La période de crise et de renouveau :	8
1.2.2.1- La crise des années soixante-dix:	8
1.2.2.2- Le renouveau :	9
Chapitre 2 : L'évolution de la puissance américaine:	10
Section 1 : Les facteurs de la puissance:	10
2.1.1- Le secteur agricole :	10
2.1.1.1- Les causes de la puissance agricole américaine :	10
2.1.1.2- Les difficultés rencontrées par l'agriculture américaine :	12
2.1.2- Le secteur secondaire :	13
2.1.2.1- L'efficacité industrielle :	13
a- Les industries électriques et électroniques :	13
b- La chimie :	14
c- Les industries aéronautiques et aérospatiales :	14
2.1.2.2- Les faiblesses de l'industrie américaine :	16
a- La dépendance énergétique :	16
b- Les industries en difficulté :	16
2.1.3- Le secteur financier:	17
Section 2 : Le potentiel basculement de la suprématie mondiale :	17

2.1.1-	L'échec de la politique monétaire expansionniste :.....	17
2.2.2-	La Chine : Une puissance en expansion:.....	20
	Chapitre 3 : L'analyse et critique :	24
	Section 1 : Les critiques de l'idéal américain :	24
3.1.1-	L'échec de l'intervention étatique:	24
3.1.2-	L'énorme déficit du budget américain :	24
3.1.3-	Le capitalisme américain :.....	25
	Section 2 : Le cas de Madagascar :	26
3.2.1-	Les Indicateurs reflétant la situation économique à Madagascar :.....	26
3.2.2.1-	Le rôle de l'Etat :.....	28
3.2.2.2-	Les Secteurs clés :	29
a-	L'industrie extractive:	29
b-	L'Agri-business :.....	30
c-	Le tourisme :.....	31
	Conclusion :	33
	Annexe	36

Introduction :

Le début du XX^e siècle marque l'accession des Etats-Unis au rang de première puissance industrielle et agricole, à laquelle il manque encore la domination financière et commerciale. Sa conquête du pouvoir planétaire repose sur une exploitation exceptionnelle de l'ensemble de son territoire et sur un système économique capitaliste basé sur la recherche du profit personnel. Cette exploitation s'est ensuite étendue à l'échelle planétaire, beaucoup d'investissements américains ont vu le jour dans nombreux pays, renforçant leur domination. Néanmoins, ses performances ne doivent pas masquer des difficultés profondes. Depuis les années soixante-dix, les Etats-Unis sont en position de fragilité croissante dans un contexte international perturbé. Pays du libéralisme économique, l'Etat n'était pas toujours resté en un simple spectateur de la vie économique, des interventions étatiques ont eu lieu à plusieurs reprises pour pallier le manquement du marché dans le rétablissement de l'équilibre ou pour atteindre un objectif fixé. La légitimité de cette intervention étatique est toujours problématique, l'Etat contribue-t-il au bon fonctionnement de l'économie ou ne fait-il que la perturber ? Quel rôle doit-il jouer dans la vie économique ? De même, permettra-t-elle de garder sa place en tant que leader dans le monde ? Dans tout ce travail, il sera démontré dans quelle mesure l'Etat doit-il intervenir dans l'économie à la lumière de l'expérience américaine. Dans cette optique, les fondements de cette hégémonie seront approfondis, les bases économiques sur lesquelles s'est édifié cet empire notamment le modèle économique depuis 1945 et le capitalisme américains. Par ailleurs, quelques secteurs, spécialement choisis de par leur prépondérance à l'échelle mondiale, seront abordés tout en soulignant certains de leurs problèmes. On s'intéresse surtout sur la portée de l'idéal américain, les éléments déterminants de sa puissance. A travers des critiques, tous ces éléments donneront un ensemble d'information dont qui serviront à l'étude de l'adaptation des mêmes pratiques dans les pays en développement, plus particulièrement Madagascar. Des propositions seront traitées à l'égard de ce dernier.

Chapitre 1 : Le système et la politique économique américaine :

Section 1 : Le capitalisme américain :

Une définition universellement acceptée du capitalisme n'existe pas, conséquemment, nous allons préciser les principes de base liées à ce système. De façon simplifiée, il se caractérise par : la propriété privée des moyens de production, la libre entreprise, la recherche du profit personnel, la libre concurrence dans le cadre de l'économie de marché et le rôle limité de l'Etat.

1.1.1- La terre d'élection du capitalisme :

Les Etats-Unis sont avant tout un terrain favorable à l'essor du capitalisme du fait entre autre de l'absence de tradition corporatiste. Contrairement à l'Europe, le système se développe sur une terre vierge, dans un environnement sans entrave où le profit est le moteur essentiel de l'activité. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs peu de pouvoirs économiques, ce qui facilite une large concentration, le nombre des trusts était estimé à 185 en 1900 et 250 en 1907. Ils sont le berceau de l'Organisation Scientifique du travail – ou taylorisme – et du fordisme, étape du capitalisme moderne, caractérisée par la production de masse, une division du travail accrue et l'accroissement du crédit (voir annexe 1 : Le modèle FORD). Le couple taylorisme-fordisme a permis la consommation de masse de produits standardisés qui sont facilement absorbés par la société américaine. Ce mode de production est ensuite exporté dans les autres pays capitalistes.

1.1.1.1- Le capitalisme manufacturier :

Les États-Unis sont un des pays les plus avancés par le développement rapide et le degré d'extension des monopoles capitalistes dans la production. Trois vagues successives de concentration marquent le capitalisme américain :

- La période 1870 – 1930 est l'âge des grands capitaines d'industrie (Rockfeller, Ford...) qui édifient un capitalisme lié à la seconde révolution industrielle. Le facteur capital (mécanisation) est privilégié impliquant une concentration précoce et très poussée (trusts, holdings), c'était l'âge du « capitalisme sauvage » (1870 – 1918).
- Les années soixante voient se constituer des conglomérats (qui ajoutent, aux formes traditionnelles de concentration horizontale et verticale, une diversification des activités). A l'exemple de l'ITT (International Telegraph Telephone), spécialisé à l'origine dans les télécommunications, a diversifié ses activités dans l'industrie, énergie, alimentation, banque, assurance et armement pour répartir les risques et

gommer les variations de la conjoncture, mais qui se révèlent inadaptés dans les années soixante-dix.

- Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les fusions se multiplient sous l'effet du progrès technique, de la déréglementation et de la concurrence.

Les grandes firmes américaines contrôlent une partie des ressources agricoles et minières des pays du tiers-monde : exploitation du pétrole, du fer, de la bauxite et du cuivre du continent africain, production bananière au Guatemala, du fer et du manganèse au Brésil. Dans les pays industrialisés (Europe, Canada), les investissements américains concernent surtout les industries manufacturières. Cette concentration et l'internationalisation ont longtemps préservé le poids mondial des Etats-Unis.

1.1.1.2- Le capitalisme financier :

Le capitalisme américain est passé du capitalisme manufacturier au capitalisme financier. L'économie américaine se démarque par une aptitude exceptionnelle à concentrer les capitaux. Elle a vu se constituer de puissants groupes financiers de type conglomérats (ITT, General Electric) qui tendent depuis 1980 à se recentrer sur leurs métiers d'origine. La puissance financière tient des bourses de commerces et à la présence à New York de la première bourse de valeurs du monde, Wall Street (5 200 milliards de dollar de capitalisation en 1994), sans oublier le NASDAQ (bourse des sociétés high-tech - Microsoft, Apple, TCI-), les PME innovantes y ont trouvé un moyen d'accès au marché des capitaux. Le pays du « Big Business » possède 5 des 10 premières firmes mondiales par le chiffre d'affaires (FM, Ford, Exxon, IBM, General Electric) et 24 des 100 premières en 1994. Le taux de rendement du capital est cinq fois plus élevé aux Etats-Unis que dans les autres pays développés à économie de marché. Les Etats-Unis sont un véritable royaume des professionnels du capital-risque, les possibilités de faire fortune dans le domaine financier sont beaucoup plus grandes. Cette fuite vers une économie financière a constitué une alternative pour les entreprises américaines moins soutenues par les banques que leurs concurrents, elles se sont retournées vers un appel excessif au marché financier. Les entreprises américaines adoptent la hausse du capital comme moyen de financement contrairement aux pays du modèle rhénan (pratique du capitalisme concurrente du modèle américain. Voir annexe 2 : Les différences entre le modèle capitaliste américain et le modèle rhénan) qui n'empruntent ni à la bourse, ni auprès du public, mais à la banque.

1.1.2.2- La crise du modèle capitaliste américain :

Le capitalisme américain a fait longtemps figure de modèle pour les capitalistes du monde entier. Mais au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, il a opéré une évolution qui a en partie bloqué sa dynamique industrielle. En effet l'entreprise américaine perdait sa logique manufacturière fondée sur une vision de long terme du processus d'innovation, de production et de commercialisation. Elle a été ramenée de plus en plus au rang de simple marchandise sur laquelle les actionnaires spéculent à court terme, selon des motivations principalement mercantiles, recherchant une rentabilité élevée des capitaux investis, une marchandise dont la logique d'entreprise peut même disparaître. La libéralisation mise en œuvre au cours des années quatre-vingt, a contribué à un épuisement financier des entreprises, l'actionnaire en venant à se comporter comme un adversaire de l'entreprise à long terme. Cette situation a été d'autant plus nuisible que la concurrence (allemande, japonaise, coréenne, taïwanaise) conservait une logique traditionnellement plus manufacturière, considérant l'entreprise comme une communauté de personnes empreinte d'une vision à long terme du processus industriel. Le fordisme ayant rempli ses objectifs (consommation de masse : automobile, réfrigérateur, téléviseur et machine à laver), dans les années soixante-dix, il a commencé à s'essouffler avec la diminution des gains de productivité obtenus avec les méthodes tayloristes. L'intensification du travail, la déqualification et l'aliénation des travailleurs entraînent des résistances, les salariés tendent à rejeter les contraintes du taylorisme (d'où absentéisme, coulage, démotivation) provoquant un déclin de la productivité. Une forte accumulation du capital rendit coûteux tout arrêt ou toute diminution de la productivité, et conduisit à une baisse du taux de profit. Le modèle capitaliste américain est certes à long terme moins efficace mais il est psychologiquement plus attrayant.

1.1.2- Le contrôle relatif de l'Etat :

1.1.2.1- L'intervention étatique :

Le capitalisme n'exclut pas un contrôle relatif de l'Etat. Une première réglementation concerne l'essor à la fin du XIX^e siècle d'oligopoles (chemins de fer) et de monopoles (Standard Oil) qui amène le congrès à légiférer contre les trusts : l'instance ICC (Interstate Commerce Commission, créée en 1887) et les lois sherman antitrust Act (1890) et clayton Act (1914). Par la suite, la récession des années trente inaugure l'ère de l'intervention de l'Etat dans une économie de marché devenue défailante. Pour tenter de réduire le chômage et de rétablir la prospérité, Franklin D. Roosevelt développe un programme économique et

social, connu sous le nom de « New Deal » (1933-1938). L'Etat ne se contente plus d'assurer une correction globale sur les déséquilibres, il devient entrepreneur agissant directement sur les structures de l'économie par l'intermédiaire de différentes mesures (nationalisations, encadrement des prix, dirigisme bancaire). Recourant à la pratique du déficit budgétaire (3,5 milliards de dollars en 1936), les dépenses de l'État s'accroissent considérablement. Ce programme marque donc l'avènement de l'Etat-providence qui s'étend avec le « Fair Deal » (sécurité sociale, logements sociaux, augmentation du salaire minimal, extension du contrôle des prix,...) instauré au début des années cinquante et qui traduit une nouvelle orientation sociale. On a assisté à l'essor du keynésianisme qui souligne l'impuissance du marché dans certaines mesures mais qui reste, cependant, favorable au maintien des structures capitalistes. Un rôle de client est également occupé par l'Etat. L'importance de ses commandes et le soutien à l'effort de recherche penchent en faveur de la relance notamment dans l'agriculture et les entreprises industrielles surtout dans le domaine militaire.

Tableau 1 : L'œuvre législative du New Deal

L'œuvre législative du New Deal		
1933	Mars - Juin	Les « cent jours »
	mars	<ul style="list-style-type: none"> • Emergency banking act : fermeture de banques, moratoire des paiements puis réouverture progressive avec l'aide de la RFC* (Reconstruction Finance Corporation) • Economy Bill : diminution de 15% du traitement des fonctionnaires.
	Avril	<ul style="list-style-type: none"> • Abandon du Gold Standard et contrôle des changes.
	Mai	<ul style="list-style-type: none"> • AAA (Agricultural Adjustment Act) : autorisation au président (amendement Thomas) de dévaluer : mesures de restriction de la production agricole. • Création de la TVA (Tennessee Valley Authority : compagnie fédérale)
	Juin	<ul style="list-style-type: none"> • NIRA (National Industrial Recovery Act) : fixation de codes de bonne conduite, salaires minimum, reconnaissance des droits syndicaux, suspension des lois <i>antitrusts</i>.

		<ul style="list-style-type: none"> • Glass Steagall Banking Act : séparation banques de dépôts et banques d'affaires.
1934	Janvier	<ul style="list-style-type: none"> • Gold Reserve Act : dévaluation du dollar de 41% (35 dollars l'once d'or)
	Juin	<ul style="list-style-type: none"> • Securities Exchange Act : surveillance des activités boursières.
1935	Avril - Août	Le second New Deal
	Avril	<ul style="list-style-type: none"> • Emergency Appropriation Bill : création de la WPA (Work Progress Administration), programme de travaux publics.
	Juillet	<ul style="list-style-type: none"> • National Labour Relations Act (loi Wagner) : réaffirmation du droit syndical (le NIRA a été invalidé par la cour suprême), conventions collectives, arbitrage de l'Etat.
	Août	<ul style="list-style-type: none"> • Social Security Act : assurance-chômage, assurance-vieillesse, aide pour les indigents. • Public Utility Holding Act : surveillance des tarifs pratiqués par les holdings en position de monopole. • Banking Act : contrôle accru du FED sur le système bancaire. • Revenue Act : réforme fiscale augmentant la pression sur les hauts revenus.
1938	Février	<ul style="list-style-type: none"> • Second AAA : organisation du soutien des prix agricoles.
	Mars	<ul style="list-style-type: none"> • Fair Labour Standard Act : salaire minimum et durée maximale hebdomadaire du travail (40heures) avec exceptions.

Source : Claude Jeannot, Jean-Pierre Regad-Pellagru, 1995¹.

*RFC : organisme créé en 1932, chargé de consentir des prêts aux banques et d'aider les farmers.

Ce rôle de l'Etat a été renforcé par la seconde guerre mondiale. De 1956 à 1974, les procès se multiplient pour faire appliquer la législation antitrust, ce qui ont abouti à des réglementations et à des lois sur la protection des travailleurs, des minorités, des consommateurs et de l'environnement. Kennedy a obtenu l'interdiction de toute fusion permettant à une firme de détenir plus de 5% d'un marché.

¹ Source : Claude Jeannot, Jean Pierre Regad-Pellagru, les Etats-Unis en fiche, Edition Bréal, p.36.

1.1.2.2- Le retour en force du libéralisme :

Le keynésianisme triomphe dans les années soixante, mais ses limites redonnent du dynamisme à la théorie libérale après 1975. Le keynésianisme a notamment échoué en décourageant le travail, l'épargne et l'investissement, il surestime l'effet multiplicateur des dépenses publiques. Comme le président Reagan affirmait : « l'Etat ne résout pas les problèmes, il est le problème », sa gouvernance signe le retour au libéralisme. Une révolution conservatrice reposant sur une déréglementation et une réforme fiscale mais aussi sur un programme de réduction des transferts sociaux s'est mis en place. Cette déréglementation a débouché sur une rationalisation et une concentration accrues puisque la concurrence développe la créativité des firmes mais accentue également la concentration : 9 compagnies aériennes assurent 90% du trafic. La liberté permet aux entreprises de diversifier les produits offerts et de moduler les prix. Ce mouvement a aussi facilité des ajustements par les salaires et l'emploi : l'emploi dans les chemins de fer a diminué de 32% de 1978 à 1983 ; dans le transport aérien, 160 des 234 compagnies ont disparu dans la phase de concurrence sauvage 1982 – 1986. Cependant, ce libéralisme est accusé d'aggraver les contrastes sociaux, la pauvreté touche 14% de la population en 1992.

Section 2 : Le modèle américain depuis 1945 :

1.2.1- L'âge d'or du keynésianisme de 1945 à 1965 :

Les Etats-Unis, seule puissance économique face à des économies anéantis en 1945, prolongent le keynésianisme : déficit budgétaire, allègements fiscaux, extension de la législation sociale (Medicare : vote en 1964 d'une assistance médicale pour les plus de 65 ans). L'Etat entre de plus en plus dans la vie économique pour remédier à l'insuffisance de la demande. Le plein emploi, l'objectif central du keynésianisme est réalisé avec des taux de chômage inférieurs à 5%. De 1945 à 1965, il connaît une réussite spectaculaire, la croissance est de 5% par an et le PIB double entre 1950 et 1965. Entre 1950 et 1970, le PNB double et le revenu par tête augmente de deux tiers environ.

Tableau 2 : La croissance, l'inflation et le chômage de 1960 à 1973

Croissance, inflation, chômage							
Année	PNB en dollars de 1972 (taux de croissance)	Inflation	Chômage¹	Année	PNB en dollars de 1972 (taux de croissance)	Inflation	Chômage¹
1960	2,2	1,6	5,5	1967	2,7	2,9	3,8
1961	2,6	1,0	6,7	1968	4,6	4,2	3,6
1962	5,8	1,1	5,5	1969	2,8	5,4	3,5
1963	4,0	1,2	5,7	1970	-0,2	5,9	4,9
1964	5,3	1,3	5,2	1971	3,4	4,3	5,9
1965	6,0	1,7	4,5	1972	5,7	3,3	5,6
1966	6,0	2,9	3,8	1973	5,8	6,2	4,9

¹ En % de la population active civile.

Source : Pierre Sicard, 1995.

1.2.2- La période de crise et de renouveau :

1.2.2.1- La crise des années soixante-dix:

Après cette période, certains équilibres sont rompus, le déficit du budget ne cesse de croître ainsi que celui de la balance des paiements courante, mais encore l'instabilité du dollar résultant des faiblesses des excédents commerciaux et des sorties de capitaux (aide militaire, Aide public au développement, IDE). La décision de NIXON de suspendre en 1971 la convertibilité du dollar en or marque pour les Etats-Unis la fin d'une époque. Le dollar fut dévalué successivement de 8% en 1971 et de 10% en 1973. De plus, une stagnation de la production et une augmentation du chômage et des prix, ou tout simplement ce que l'on appelle la stagflation, gagnent du terrain (voir tableau ci-dessous). Le déficit commercial apparu en 1971 se creuse à partir de 1976, entraînant un déficit de la balance des paiements courants qui provoque la dépréciation du dollar (5,50 francs français en 1971 ; 3,95 en 1979). Le keynésianisme a échoué pour deux raisons : il a voulu relancer la demande par la hausse des dépenses publiques, ce qui a conduit à un déficit public et a accru le rôle de l'Etat. Selon les monétaristes, il a voulu faire baisser le taux de chômage en dessous d'un seuil appelé chômage naturel.

Tableau 3 : La stagflation

LA STAGFLATION			
	PNB (en dollar 1972) ¹	Inflation	Taux de chômage
1960-66	4,5 %	1,5 %	5,3 %
1967-73	3,6 %	4,5 %	4,6 %
1974-80	2,6 %	9,0 %	6,8 %
¹ taux de croissance annuel			

Source : Pierre Sicard, 1995.

1.2.2.2- Le renouveau :

Il faut attendre les années quatre-vingt pour assister au retour en force des Etats-Unis. On entend dire de la marche vers la « révolution conservatrice » qui s'appuie sur deux théories : le monétarisme (école de Chicago avec Milton FRIEDMAN) qui vise à lutter contre l'inflation par une politique monétaire restrictive et l'économie de l'offre (école de Stanford avec A.LAFFER) qui, pour stimuler l'offre de facteur de production, propose une diminution de l'impôt. La période de 1983 à 1990 est la plus longue phase d'expansion que les Etats-Unis n'ait jamais connu, ils sont rentrés dans une phase de croissance rapide avec une inflation maîtrisée (4%), une modération des salaires et une forte création d'emplois (14 millions entre 1983 et 1988). Le second mandat de Bill Clinton (1997 – 2001) est marqué par une économie américaine revitalisée et à nouveau conquérante : forte croissance, réduction sensible puis annulation du déficit budgétaire, taux de chômage et d'inflation très faibles et fusions de « géants » dans différents secteurs d'activité - industries automobile et pétrolière, télécommunications -, soit autant d'indicateurs et de signes positifs marquant le retour des États-Unis en tant que « superpuissance » économique.

Chapitre 2 : L'évolution de la puissance américaine:

Section 1 : Les facteurs de la puissance:

2.1.1- Le secteur agricole :

N'employant que 3% des actifs, l'agriculture américaine est la première du monde et procure 15% du PIB. Grenier de la planète, les américains fournissent 40% de la production mondiale et chaque agriculteur américain nourrit 70 personnes, toutefois, elle connaît des difficultés.

2.1.1.1- Les causes de la puissance agricole américaine :

- Une agriculture moderne et mécanisée :

C'est une agriculture appuyée sur la recherche et très poussée dans la mécanisation. En fait elle utilise la moitié du parc des tracteurs du monde et des machines agricoles sophistiquées comme les moissonneuses-batteuses. Elle fait aussi l'objet d'emploi massif d'engrais et de pesticides. Plus de 20 millions d'Hectares sont irrigués dans l'Ouest et le Sud par des arroseurs géants, des irrigations fertilisantes réglées automatiquement et stoppées par un ordinateur central. Les « farmers » bénéficient d'une assistance technique et de subvention.

- La puissance de « l'agro-business » (agriculture des affaires) :

On appelle « agro-business » ou « agri-business » l'ensemble des activités qui gravitent autour de la production agricole, c'est-à-dire l'agriculture intégrée à l'industrie. Exemple : l'industrie livre des machines agricoles qui moissonnent, plantent et transforment.

On l'appelle aussi « Complexe agro-business » (concentration verticale). L'Etat soutient l'agro-business. Il limite les surfaces cultivées, les gère et permet aux fermiers de garantir un niveau de revenu déterminé.

Tableau 4: Les principaux produits agricoles du pays en 2003 et la masse de la production en tonnes en 2003

Produits	Masse de production en tonnes
Maïs	256 904 992 (80 % du maïs provient de Monsanto; plus de 20 % de la surface agricole est consacrée au maïs)
Viande de bœuf	11 736 300 (notamment de l'élevage extensif et des feed lots dans les Rocheuses : 98,5 millions de têtes en 1999 (3 ^e producteur mondial))
Soja	65 795 300 (93 % du soja provient de Monsanto)
Cochon	8 574 290 (2 ^e élevage porcin du monde, avec 62,2 millions de têtes en 1999)
Blé	63 589 820
Coton	3 967 810
Œuf de poule	5 141 000
Tomate	12 275 000
Pomme de terre	20 821 930
Orange	10 473 450
Riz	9 033 610
Pomme	4 241 810
Sorgho	10 445 900
Huile de coton	6 072 690
Betterave sucrière	27 764 390

Source : FAO, 2003.

- L'exploitation capitaliste :

Bien équipée mais fortement endettée, l'agriculture américaine est intégrée au grand capitalisme. Dominée par de grands groupes financiers industriels et commerciaux, elle est au centre d'un vaste complexe agro-industriel ou « agrobusiness », allant de la production de biens et de services aux agriculteurs jusqu'aux structures de transformations et de distribution des produits alimentaires. Le développement de la mécanisation et de l'agriculture scientifique a entraîné une réduction massive du nombre des agriculteurs et des exploitations agricoles (5,6 millions en 1950, 2,1 millions en 1993), une concentration des terres et l'augmentation de la taille moyenne des exploitations (86 ha en 1950, 189 ha en 1993). La petite ferme familiale a pratiquement disparu du paysage agricole américain, au profit de vastes exploitations agro-industrielles, chargées de satisfaire la consommation des grandes villes et adaptées aux besoins d'une puissante industrie agroalimentaire. Ces exploitations géantes, ou *corporate farming* (jusqu'à 2 000 ha), sont des entreprises capitalistes, contrôlées souvent par des conglomérats (Boeing, Coca-Cola). Elles sont spécialisées dans des productions à forte valeur ajoutée (plantations de canne à sucre, pépinières, vignobles de qualité, aviculture, agrumes, élevage bovin industriel) et ouvertes sur le marché mondial. L'agriculture industrielle (700 000 exploitations) assure plus de 80% de la production et des ventes.

2.1.1.2- Les difficultés rencontrées par l'agriculture américaine :

L'agriculture américaine est très fragile car elle est dépendante de l'exportation. Cette dernière est devenue vitale alors que les demandes de maïs, de blé et de soja stagnent dans le Tiers Monde face aux anciens ou nouveaux concurrents à l'exemple de l'Union Européenne. Le gonflement des stocks a déprimé les cours et le prix des terres a reculé de 20%. Le niveau d'endettement des agriculteurs n'a jamais été aussi élevé, des dizaines de milliers d'exploitations sont condamnées à disparaître. Les fermiers américains recherchent toujours l'intervention de l'Etat effectuée sous forme de subventions et aides qui représentent en moyenne 15 à 20% du revenu des exploitations et qui est devenue permanente. La surproduction est aussi un des problèmes d'où l'Etat limite les surfaces cultivées (27% des surfaces de blé, 20% de celles des céréales fourragère). La dégradation de l'environnement à cause de l'utilisation des puissants moyens techniques et scientifiques, l'utilisation abusive des engrais chimique et l'érosion des sols engendrent des effets néfastes sur la production.

2.1.2- Le secteur secondaire :

Elle n'occupe que 27% des actifs et réalise seulement 30% du PNB, mais elle fournit le quart de la production industrielle mondiale. Elle tient le premier rang mondial dans beaucoup de secteur comme le pétrole, les constructions aéronautiques, les biens de consommations hormis la sidérurgie, le textile et l'automobile mais des problèmes subsistent.

2.1.2.1- L'efficacité industrielle :

L'efficacité de l'industrie est liée à l'abondance et à la variété des matières premières locales et la richesse énergétique (Les américains consomment plus du quart de la production d'énergie primaire : charbons et hydrocarbures). La puissance repose également sur l'efficacité du système capitaliste, sur la concentration des entreprises et sur une productivité élevée, liée à la recherche fondamentale, avec l'étroite collaboration entre les unités industrielles et l'Etat. Elle est liée à des techniques de gestion des entreprises, sur une avancée technologique ainsi qu'une capacité d'innovation ; elle s'appuie aussi sur un réseau bancaire organisé qui peut fournir des crédits abondants. Les Etats-Unis dominent plusieurs secteurs de l'industrie notamment les industries aéronautique et aérospatiale, les industries de pointe (électrique, électronique, informatique) et l'industrie chimique.

a- Les industries électriques et électroniques :

Les États-Unis se caractérisent aujourd'hui par le dynamisme des industries de pointe (informatique, électronique, biotechnologies, robotique, etc.). Employant une main-d'œuvre hautement qualifiée et utilisant des technologies très sophistiquées, elles constituent l'un des secteurs à plus forte croissance de l'économie américaine. Les industries électriques et électroniques sont particulièrement importantes. Les États-Unis ont été les initiateurs de la «révolution électronique». Celle-ci bouleverse le monde depuis l'invention du transistor (1948), la fabrication des premiers micro-ordinateurs (1964) et la mise au point du microprocesseur (1971), qui miniaturise l'ordinateur et multiplie les applications de l'informatique. Malgré l'essor du Japon, l'industrie électrique et électronique américaine reste la plus puissante du monde et fournit une gamme très étendue de produits : semi-conducteurs (Motorola, IBM) ; armements très sophistiqués (missiles, radars, instruments de guidage) ; biens d'équipement (matériel informatique, supercalculateurs, ordinateurs, micro-ordinateurs, robots industriels) et biens de consommation grand public (calculatrices, téléviseurs, hi-fi, etc.). Elle est dominée par de grandes firmes comme IBM, numéro un mondial de l'informatique, Microsoft, Apple, Hewlett-Packard, Commodore, Unimation ou ITT. Elle se

concentre dans le Nord-Est (New York, siège d'IBM et d'ITT, le Connecticut, le Massachusetts, Detroit). Toutefois, c'est dans le Sud et l'Ouest qu'elle connaît le taux d'expansion le plus élevé (Californie, Texas).

b- La chimie :

Les États-Unis sont les leaders mondiaux dans le secteur de la chimie. Ils possèdent une puissante industrie, avec des firmes comme DuPont de Nemours, Dow Chemical, Union Carbide, Monsanto et les grandes firmes pétrolières (Exxon, Mobil, etc.). En aval de la chimie lourde, il existe des firmes plus spécialisées, comme Eastman Kodak (matériel et films photographiques), ou encore les entreprises fabriquant le caoutchouc synthétique et les pneumatiques, installées à Akron (Goodyear, Firestone). La chimie minérale fournit la soude, l'acide sulfurique, les engrais. La chimie organique est la plus importante : elle fournit 20 % du caoutchouc synthétique mondial. Elle repose sur la carbochimie (nord du bassin des Appalaches) et sur la pétrochimie (Louisiane, Texas, Chicago, Toledo, New York).

c- Les industries aéronautiques et aérospatiales :

L'industrie aérospatiale est plus dispersée. Associée à l'électronique, ses principaux centres sont situés dans le Sud (Alabama, Texas, Virginie, Louisiane, Floride) et dans l'Ouest (Californie, Nevada). Depuis le lancement du programme spatial Apollo, en 1961, en riposte au défi soviétique, les États-Unis se sont lancés dans la conquête de l'espace (programme Skylab, navettes spatiales). Le rôle de l'État a été et reste déterminant dans ce secteur. Agence fédérale, la NASA est le maître d'œuvre des programmes spatiaux dont elle assure le financement. Celui-ci représente le quart des dépenses publiques de recherche-développement. Les États-Unis ont aujourd'hui perdu le monopole des lanceurs de satellites, suite à la concurrence de l'Europe (fusée Ariane), de la Russie, et, plus récemment, de la Chine et du Japon. Dans ce secteur, les capitaux, la technique et l'innovation jouent un rôle essentiel. Ces industries sont parmi les plus performantes des industries américaines.

Exemple : Boeing occupe plus de 80 000 personnes et couvre les 2/3 de la demande mondiale en long courrier.

Elles construisent des moteurs, des missiles, des véhicules spatiaux. Les commandes sont d'origine militaire et civile, surtout tributaire de celles du gouvernement Fédéral comme dans la NASA (National Aeronautic and Space Administration) dont la capitale est à Houston.

Tableau 5 : Les grandes entreprises industrielles américaines

NOM	SECTEUR	Rang Mondial	CHIFFRE D'AFFAIRES ¹	NOMBRE D'EMPLOYES
ARCHER DANIELS MIDLAND	AGRO-ALIMENTAIRE	1	44	27 300
BOEING	AEROSPATIAL	1	66,3	159 300
BUNGE	AGRO-ALIMENTAIRE	2	37,8	23 889
CATERPILLAR	VEHICULES ET EQUIPEMENT	1	44,9	101 333
CHEVRON CORPORATION	PETROLE	4	210,7	65 035
CISCO SYSTEMS	COMMUNICATION	3	34,9	61 535
COCA-COLA	BOISSONS	1	28,8	90 500
DELL	ORDINATEUR	2	61,1	84 450
DOW CHEMICAL	CHIMIE	2	55,5	45 856
ELECTRONIC DATA SYSTEMS	INFORMATIQUE, ELECTRONIQUE	2	22,1	139 500
EXXONMOBIL	PETROLE	1	372,8	107 100
FORD	AUTOMOBILE	4	172,4	246 000
GENERAL MOTORS	AUTOMOBILE	1	182,3	266 000
HEWLETT-PACKARD	ORDINATEURS	1	104,2	172 000
IBM	INFORMATIQUE, ELECTRONIQUE	1	98,7	386 558
INTEL	SEMI-CONDUCTEUR COMPOSANTS ELECTRONIQUES	1	38,3	86 300
JOHNSON & JOHNSON	PHARMACIE	1	61,0	119 200
MICROSOFT	LOGICIELS	1	51,1	79 000
MOTOROLA	COMMUNICATION	2	36,6	66 000
ORACLE CORPORATION	LOGICIELS	2	17,9	74 674
PFIZER	PHARMACIE	2	48,4	86 600
PROCTER & GAMBLE	PRODUITS DOMESTIQUES	1	76,4	138 000
UNITED TECHNOLOGIES	AEROSPATIAL	2	54,7	225 600

¹ en milliards de dollar

Source : Fortune Global 500, 2008.

2.1.2.2- Les faiblesses de l'industrie américaine :

a- La dépendance énergétique :

Malgré la richesse énergétique américaine, ils sont obligés d'importer 16% de leurs besoins par an, puisque les gisements d'hydrocarbures sont épuisés. Les écologistes freinent la construction des centrales nucléaires, le charbon est très polluant, l'hydro-électricité ne touche que quelques régions comme la Californie.

b- Les industries en difficulté :

Les industries en difficulté sont les industries classiques comme la Sidérurgie, l'Automobile et le Textile :

- Les industries sidérurgiques :

Une grande consommation de main d'œuvre et de source d'énergie, elles sont installées sur les gisements de fer et du charbon des régions des Grands LACS. Elles sont très polluantes et ont gagné aujourd'hui l'Ouest en CALIFORNIE. Elles ont été surtout frappées par la concurrence notamment de l'Italie, du Japon et de l'Allemagne.

- L'industrie automobile :

Longtemps force motrice de l'industrie américaine, puis frappée par deux grandes crises en 1974-1975 et en 1980-1982, l'industrie automobile américaine n'a pu se redresser qu'au prix d'une reconversion profonde de son appareil de production. Celle-ci s'est accompagnée de suppressions massives d'emplois (fermeture de dix usines). Mais reste un facteur se penchant en faveur de la puissance de l'industrie automobile, l'énormité du marché intérieur sous la direction de trois grands groupes de construction : General Motors, Chrysler, Ford.

- L'industrie textile :

L'industrie textile (confection, fibres, textiles), activité traditionnelle en Nouvelle-Angleterre et en Pennsylvanie, a fortement régressé, de même que l'industrie cotonnière localisée dans le Sud (Géorgie, Caroline du Nord, Caroline du Sud). Industrie de main-d'œuvre, elle emploie près de 2 millions de personnes dans des firmes de petite taille et des travailleurs souvent peu qualifiés et sous-payés. La balance commerciale est déficitaire en partie par l'importance des importations de produits textiles (confection, bonneterie) en provenance des pays du tiers-monde. Cette concurrence a entraîné la fermeture de nombreuses usines et des suppressions massives d'emplois (près de 2 millions dans la confection). Cependant, grâce à la modernisation de ses techniques et de son appareil de production, sous l'impulsion des

grandes entreprises (Burlington, Levi Strauss), l'industrie textile américaine a retrouvé une forte productivité. Elle se situe au deuxième rang mondial pour la fabrication des tissus naturels et domine le marché pour les fibres synthétiques. L'industrie du vêtement (confection) et de la mode, très dynamique, se concentre dans les grands centres urbains de l'Est (New York, Philadelphie), de Chicago et de la Californie. Voir aussi annexe 4 : Quelques indicateurs économiques généraux.

2.1.3- Le secteur financier:

La monnaie américaine est le dollar US. La suprématie monétaire des États-Unis s'appuie sur l'hégémonie du dollar dans le monde. Une grande partie des règlements internationaux s'effectuent dans cette devise. En 1993, les actifs américains atteignaient 1 130 milliards de dollars. En 1991, les États-Unis possédaient 11 920 banques, dont les actifs atteignaient 3 430 milliards de dollars. La Réserve fédérale est la banque centrale du pays, toutes les banques nationales lui sont affiliées. Le marché financier international est dominé par cinq grandes banques d'affaires américaines, les « Golden Banks ». En 1994, les holdings bancaires les plus riches étaient Citicorp, Chemical Banking Corp., J. P. Morgan. Les États-Unis possèdent, avec New York, la première place financière et commerciale de la planète. La Bourse de New York (Wall Street) reste la première du monde tandis que Chicago s'impose comme le centre international des marchés à terme.

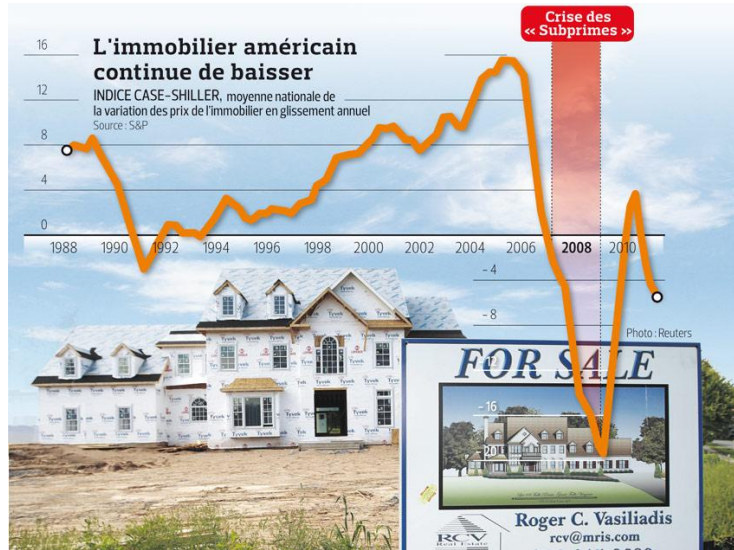
Section 2 : Le potentiel basculement de la suprématie mondiale :

2.1.1- L'échec de la politique monétaire expansionniste :

La politique monétaire de 2001 à 2006 a débouché sur une crise alors qu'elle visait à stimuler la croissance économique du pays. En effet, cette politique a engendré une crise financière dite « SUBPRIMES » en 2007. Considéré comme la plus grande crise de notre temps, elle a provoqué un ralentissement massif de la vie économique américaine. En effet, les autorités monétaires utilisent les instruments en leurs dispositions afin de stimuler l'activité économique. C'est ainsi que la Federal Reserve ou FED a modifié son taux directeur qui est passé de 6,5 % en 2000 à un taux de 1,75 % fin 2001 et 1 % en 2003. Cette baisse a été encouragée pour prévenir les perturbations dont l'économie pouvait être victime suite au krach de la bulle technologique à la fin 2000 et au lendemain des événements du 11 Septembre 2001. Cette baisse est aussi due à la pression du gouvernement américain ayant pour volonté de faire de chacun propriétaire de son logement. La politique mise en œuvre affecte le comportement des autres agents économiques. Ainsi, la baisse du taux directeur

détermine celui des banques, qui se voient aussi abaisser leur taux. Les banques ont alors accordé des prêts à beaucoup de ménages même les plus insolvables. Cet offre vient des courtiers travaillant pour ces banques, qui démarchent les clients et gagnent bien entendu une commission sur chaque opération indépendamment de la solvabilité des clients. Comme les prêts sont accordés à des ménages présentant un risque élevé d'insolvabilité, le crédit accordé repose alors sur le bien hypothéqué (immobilier) et non sur le revenu ni le patrimoine des ménages. Avec ce système, le pouvoir d'achat des ménages dépend très largement de la valeur du bien immobilier. En effet, lorsque la valeur du bien qui gage le prêt augmente, elle permet aux ménages d'accroître leurs endettements en proportion de cette augmentation (le cash out). Les emprunteurs peuvent consacrer ce crédit supplémentaire à honorer leurs échéances ou, s'ils n'ont en pas besoin, à financer des dépenses de consommation. Ainsi, la flambée des prix immobiliers donne l'illusion d'avoir un supplément de pouvoir d'achat ou de capacité d'endettement. Les premières années du prêt (1, 3 ou 5 ans en général) sont couvertes par un taux d'intérêt fixe promotionnel de 1%, mais qui devient variable par la suite. En cas de défaut de paiement la banque peut se dédommager par la saisie et la vente du bien immobilier. Le facteur déclencheur se situe donc dans le secteur immobilier. Le nombre de crédit hypothécaire a connu une hausse incroyable, environ 70 % de la population américaine sont devenus propriétaires de leur logement. Ces crédits « bon marché », dont la distribution a largement transgressé le respect des règles prudentielles, ont favorisé le gonflement de la bulle immobilière. Incontestablement, la crise des « SUBPRIMES » est née au second semestre 2006 justement lorsque l'accroissement des taux d'intérêt directeurs de la Federal Reserve (FED) a provoqué l'augmentation des taux d'intérêt des crédits immobiliers, qui passent de 1% à 5,25% entre 2004 et 2006. Face à cette hausse du taux d'intérêt, la demande de crédit immobilière diminue. Cette hausse va aussi provoquer une baisse de l'effet richesse des ménages. Beaucoup de ménages ne sont plus alors capables d'honorer leur mensualité. Une saisie par les banques des biens immobiliers et leur mise sur le marché, lequel bénéficiait depuis quelques années d'une hausse continue des prix, a fait exploser l'offre alors que la demande a baissé (à cause notamment de l'envolée des taux d'intérêt bancaire), entraînant dans le sillage l'effondrement des prix de l'immobilier à partir de 2006. Le déséquilibre sur ce marché a fait éclater la bulle immobilière et aggraver les conséquences de son éclatement.

Figure 1 : L'évolution des prix de l'immobilier de 1988 à 2010



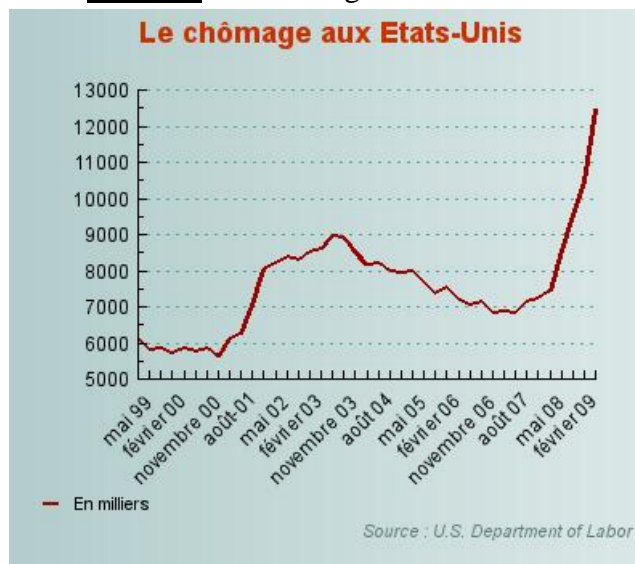
Source : S&P, 2011.

Cette crise qui aurait dû être circonscrite dans le secteur immobilier s'est propagée par la pratique financière dite la titrisation. En effet, les banques se débarrassent de ces crédits en les vendant à des structures ad hoc spécialement créées à cet effet (« les conduits »). Or, pour acheter ces crédits immobiliers, « les conduits » empruntent sur le marché en émettant des titres. Ces titres (dont les Asset Backed Securities ou ABS) qui sont adossés aux titres vendus par les banques, peuvent ensuite changer de main sur le marché. Des crédits bancaires sont ainsi transformés en titres. Du fait de la complexité des montages (certains titres sont construits sur d'autres titres eux-mêmes assis sur des crédits), les acheteurs des titres (banque ou épargnant) sur le marché ne savent plus du tout s'ils font l'acquisition d'un actif risqué ou non. A cause de la baisse des prix de l'immobilier, les ABS qui s'échangent sur le marché financier, gagés sur les crédits qui ne valent plus grand chose ont commencé à affecter la situation des banques et par conséquent, à être regardés avec méfiance. Du coup, les banques ne veulent plus se prêter entre elles. Le problème (grave) de solvabilité des ménages aux États-Unis s'est transformé en une crise de liquidité.

De nombreux propriétaires se sont retrouvés expulsés de leur domicile. Prenons l'exemple de Cleveland, surnommée la « capitale des expulsions ». Dans cette ville, depuis 2002, plus de 70 000 maisons ont été saisies jusqu'en 2007, les habitants ont été expropriés et chassés. Selon le journaliste Phillip Morris d'un journal de Cleveland, l'ampleur du sinistre est comparable aux dégâts de l'ouragan Katrina, qui avait dévasté La Nouvelle-Orléans en 2005 : « plus de 24 000 personnes ont perdu leurs maisons. Plus de 10.000 maisons abandonnées. Des ménages ont été contraints de laisser derrière eux biens, vêtements et même leurs photos de famille ».

L'insécurité augmente, de nombreux vols ont eu lieu. Cette crise a aussi engendré la perte de trois des cinq grandes banques d'investissement des Etats-Unis : Lehman Brothers, Merrill Lynch et Bear Stearns. Aussitôt un problème de financement surgit, ce qui provoque une baisse de la production puis de la consommation. Le taux de chômage a nettement augmenté.

Figure 2 : le chômage aux Etats-Unis



Source: U.S. Department of Labor, 2009.

Cependant, malgré la crise, les États-Unis d'Amérique restent la première puissance économique du monde. Mais depuis peu, la Chine devenue la deuxième puissance économique du monde gagne peu à peu du terrain et apparaît comme susceptible de défier à terme le monopole américain.

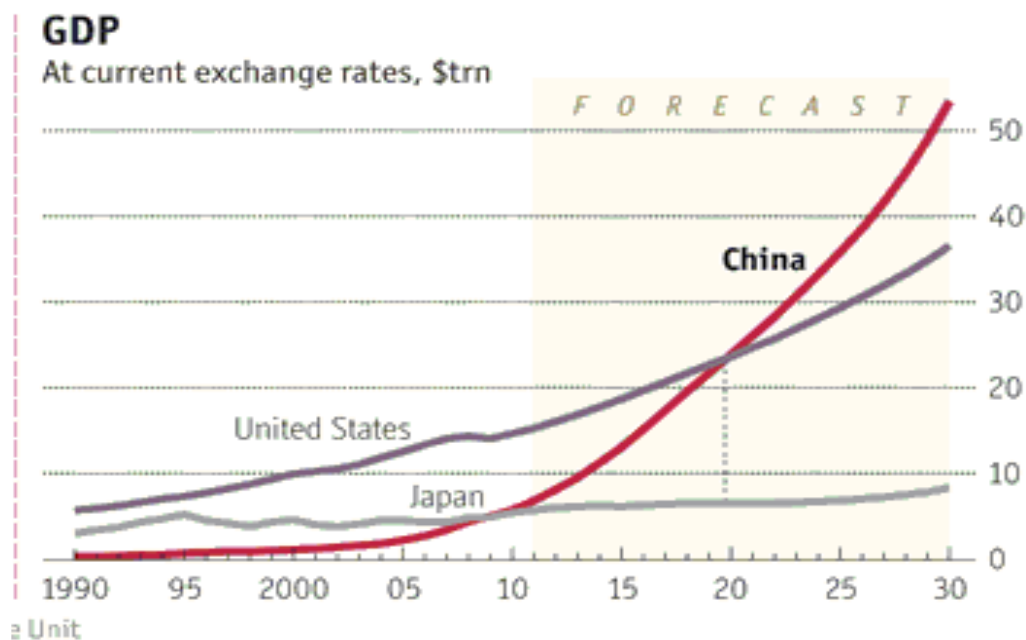
2.2.2- La Chine : Une puissance en expansion:

Le monde entier a été touché par la crise des "subprimes", mais les plus touchés sont les États-Unis d'Amérique, la Suisse et l'Allemagne. La Chine, aussi touchée, a jusqu'à présent bien résisté à la crise. Malgré que sa croissance ait fléchi entre le dernier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, elle a retrouvé un rythme élevé de 10,3% en 2010. Un rythme élevé qui a permis au revenu par habitant d'être multiplié au moins par cinq. Les ressorts de cette croissance sont, d'une part, des réformes économiques internes très progressives et pragmatiques (à l'opposé des thérapies de choc mises en œuvre en Europe de l'Est), qui ont d'abord décollectivisés l'agriculture, puis fait place aux mécanismes de marché et aux initiatives décentralisées dans le reste de l'économie ; d'autre part, une politique d'ouverture

sur l'extérieur qui a grandement tiré parti de la globalisation. A cet égard, la situation géographique de la Chine, dans les régions côtières qui connaissent le plus grand dynamisme économique, a été un atout décisif. L'émergence de la Chine s'inscrit dans la logique de développement des économies d'Asie de l'Est qui a procédé par vagues successives. Après le Japon, plusieurs vagues de « nouvelles économies industrielles » ont émergé : les « Dragons » (la Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour, Taiwan), qui ont amorcé leur développement industriel au début des années 60, suivis des « Tigres » (Malaisie, Philippines, Thaïlande) dans les années 70. Cette dynamique régionale est souvent illustrée par l'image du « vol d'oies sauvages » : le pays le plus avancé entraîne les suivants et leur montre la voie. La Chine est ainsi la dernière en date des économies émergentes d'Asie, mais deux faits amplifient les effets de sa montée en puissance : d'une part sa taille, de l'autre la globalisation, qui accélère la réorganisation des productions à l'échelle mondiale et régionale.

Selon les prévisions du FMI, en termes de produit intérieur brut, la Chine dépassera la première puissance mondiale en 2020 avec 28.250 Milliards de dollar contre 27.310 Milliards de dollar.

Figure 3 : Le dépassement des Etats-Unis par la Chine ?

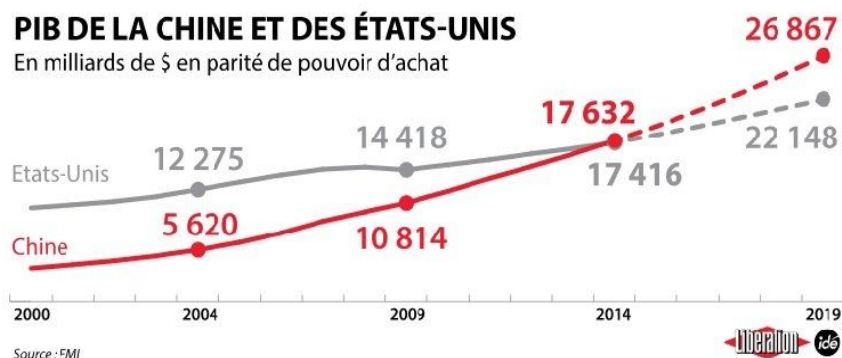


Source: FMI, 2014.

GDP: Gross Domestic Product (PIB)

Cependant, lorsque l'on considère le PIB en termes de parités de pouvoir d'achat, le PIB de la Chine a d'ores et déjà devancé les États-Unis en 2014 avec 17.632 Milliards de dollar contre 17.416 Milliards de dollar.

Figure 4 : Le PIB des Etats-Unis et de la Chine en termes de parité de pouvoir d'achat



Source : FMI, 2014.

La fulgurante émergence de la Chine n'a pas de précédent historique. Il n'a fallu qu'une trentaine d'années à cet immense pays de 1,3 milliard d'habitants pour s'arracher au sous-développement. La Chine a fait reposer sa stratégie de développement sur la promotion des exportations, qui s'appuie sur deux piliers principaux : des coûts de production peu élevés et une monnaie faible. Ce modèle a permis un fort développement économique à la Chine. Ce modèle de croissance a permis aux autorités chinoises de satisfaire leur objectif, à savoir le développement du pays, en ayant un taux de croissance à deux chiffres. La Chine occupe des positions massives dans les secteurs traditionnels (textiles, jouets et chaussures, etc.) mais aussi sur des segments plus sophistiqués. L'exemple de l'industrie électronique est emblématique : pour certains produits, la production chinoise avoisine ou dépasse la moitié du total mondial. Cette filière est celle où s'applique le mieux l'expression « atelier du monde » en raison du rôle clé que la Chine joue dans la division régionale du travail : l'assemblage final, intensif en travail, main-d'œuvre abondante, qualifiée et bon marché. L'ouverture internationale a apporté à la Chine deux avantages cruciaux : les investissements étrangers lui ont permis de brûler les étapes de son rattrapage technologique et elle a pu s'insérer dans le processus de mondialisation pour son plus grand bénéfice. Bénéficiant d'investissements étrangers massifs, la majorité en provenance d'Asie, la Chine les a canalisés vers les industries exportatrices et les industries de nouvelles technologies. Les entreprises à capitaux étrangers (sociétés mixtes ou entièrement étrangères) sont très présentes dans l'industrie

chinoise, où elles réalisent entre un quart et un tiers de la production manufacturière. La Chine étant le premier créancier des Etats-Unis (pour financement du déficit public), elle détient les premières réserves de changes : 3.197 Milliards de Dollar (juin 2011). Sa monnaie considérée comme sous-évaluée, elle détient un avantage pour les exportations. En veillant à ne pas laisser sa monnaie s'apprécier à sa juste valeur, Pékin conserve un avantage compétitif décisif. Grâce à lui, l'Empire du Milieu enregistre chaque année les 8 % de croissance nécessaire à son envol.

En résumé, la Chine est la plus apte de défier à terme le monopole américain, sa concurrence a d'énormes répercussions sur la situation économique des Etats-Unis. Occupant actuellement le rang de deuxième puissance économique mondiale, et même si elle est encore considérée comme un pays en développement, elle se rapproche peu à peu de la superpuissance américaine. Certains se prononcent déjà, disant qu'elle est déjà la première puissance économique mondiale.

Chapitre 3 : L'analyse et critique :

Section 1 : Les critiques de l'idéal américain :

3.1.1- L'échec de l'intervention étatique:

La cause essentielle de la crise des « subprimes » est l'extraordinaire fluctuation de la politique monétaire américaine ou plus précisément le taux directeur au cours des années récentes. Celle-ci est décidée par les autorités monétaires et non déterminée par le marché. La naissance de cette crise porte à dire que la meilleure régulation passe par le libre fonctionnement des marchés en période calme et non par la réglementation. L'un des grands mérites du fonctionnement du marché libre est que celui-ci permet la régulation de l'activité économique par un système de type cybernétique où les actions de ceux qui interviennent sur les marchés apportent de nouvelles informations qui les conduisent à s'ajuster continuellement à leur environnement. Bien entendu, cette régulation n'est pas parfaite, tout simplement du fait que les informations ne peuvent jamais être parfaites. On a tort de penser qu'il est possible de se rapprocher de cet idéal par la réglementation (intervention étatique) qui supposerait une information parfaite. On doit en effet, se demander comment un petit nombre de personnes, chargé de réglementer et de contrôler les autres, pourraient détenir des informations meilleures et plus nombreuses que les innombrables intervenants sur le marché. L'intervention étatique n'est justifiée que lorsque des crises persistent.

3.1.2- L'énorme déficit du budget américain :

Dès lors, le déficit budgétaire n'a cessé de se creuser au cours des années quatre-vingt, sous l'effet d'une part des dépenses militaires, au caractère incompressible de certaines dépenses sociales (tels le Medicare : assurance maladie des personnes âgées ou le Medicaid : assurance maladie des plus démunis) et du réforme fiscale, et d'autre part, du maintien du taux d'intérêt réel très élevé. Il devient structurel du fait du caractère incontrôlable de la dette, il se trouve autoalimenté par le service de la dette (remboursement du capital et des intérêts). Le financement de la dette absorbe près de 70% de l'épargne privée, ne laissant à la FBCF qu'une épargne représentant 1,5% du PNB. Le financement extérieur a été adopté faute de l'insuffisance de l'épargne intérieure (voir annexe 3 : L'évolution du taux d'épargne des ménages), mais a amené les Etats-Unis, par la même occasion, à maintenir des taux d'intérêts élevés qui pénalisent encore plus les entreprises. On remarque une contradiction majeure avec l'association d'une politique monétaire restrictive et d'un déficit budgétaire croissant sur cette même période. Cette politique de taux d'intérêt élevé a contraint les Européens à relever les

leurs, plongeant les pays en développement dans la crise de la dette (Mexique en 1982). L'explosion du déficit budgétaire (en 1987, l'administration Reagan doit faire face aux déficits persistants du budget et de la balance commerciale supérieure à 100 milliards de dollars par an – voir annexe 5 : le commerce extérieur) et de la dette publique provoquée par la simultanéité d'une baisse des impôts et de la politique de réarmement, provoquent le creusement du déficit budgétaire (5% du PIB en 1992) et l'alourdissement de la dette publique auquel s'ajoute une aggravation des contrastes sociaux ; la pauvreté touche 14% de la population en 1992 (voir annexe 6 : Les finances). Cette même année, les déficits des administrations publiques (Etat fédéral et Etats) atteignent 4,5% du PIB. *La politique de REAGAN a-t-elle été, sans le dire, une politique keynésienne utilisant le déficit à des fins de relance de l'activité ?* Certains ont pu le dire. Cependant, cet énorme déficit budgétaire n'est pas financé par la création de monnaie (caractéristique d'une relance keynésienne), mais par un drainage de l'épargne intérieure et extérieure : « ce n'est pas là un effet keynésien mais un transfert du reste du monde au profit de l'Amérique » (Jean-Paul Thomas, *les politiques keynésiennes au XX^e siècle*, Cursus, Armand Collin, 1990). En effet, l'Etat éponge à son profit l'épargne des ménages au détriment du secteur privé, ce qui réduit le potentiel de croissance. L'idée d'abaisser la pression fiscale n'était pas mauvaise en soi mais, poussée à l'excès, elle a privé l'Etat de recettes importantes qu'il aurait pu tirer de la reprise des années quatre-vingt. Le financement du déficit budgétaire, du fait de l'insuffisance de l'épargne interne, implique le recours aux investisseurs étrangers, entretenant par là une pression à la hausse des taux d'intérêt.

3.1.3- Le capitalisme américain :

Le capitalisme, comme dans tous les pays qui l'ont adopté, a beaucoup bénéficié aux Etats-Unis. Ce système, fondé sur la recherche du profit personnel, ne peut aller qu'à l'encontre des intérêts du consommateur. Le revirement vers le capitalisme financier en est une preuve. Les actionnaires à la quête de profit toujours plus croissant, se retirent de la production manufacturière laissant planer le risque d'arrêt de la production et par voie de conséquence, les pertes d'emploi pour beaucoup de travailleurs et la réapparition de l'inflation. On peut aussi citer l'exemple de l'automatisation, les travailleurs sont de plus en plus remplacés par les machines puisque le producteur capitaliste cherche à minimiser ses coûts et à tirer le plus de profit possible. Pour protéger leurs intérêts, quelques poignées d'entreprises font des ententes entre elles aux dépens des consommateurs et les autres entreprises, les monopoles se développent et la concurrence se trouve éliminée. Ce même capitalisme signifie pour ses pays

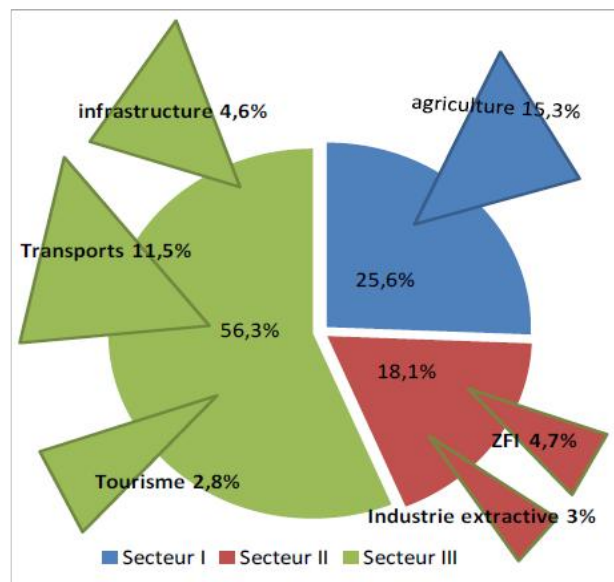
adeptes, la liberté d’opérer des pillages systématiques des ressources des pays en développement par l’intermédiaire des firmes multinationales, ne leur versant qu’une infime part des gains tirés. La production reste pour tous les capitalistes du monde un moyen de faire fortune et donc contraire aux intérêts des plus grands nombres.

Section 2 : Le cas de Madagascar :

3.2.1- Les Indicateurs reflétant la situation économique à Madagascar :

- PIB : 9,98 Mds de dollar (Banque mondiale 2015),
- PIB par habitant : 420 dollar (Banque mondiale 2015),
- Taux de croissance : 3,0% en 2015 (Banque mondiale),
- Taux d’inflation : 7,4 % (Banque mondiale, 2015),
- Principaux clients (en 2015) : France (15,2%), Etats-Unis (12,7%), Chine (7%), Afrique du Sud (5,9%), Japon (5,5%),
- Principaux fournisseurs (en 2015) : Chine (24,8%), France (10,3%), Bahreïn (5,6%), Inde (5,5%), Koweït (4,5%), Maurice (4,4%),
- Un pays peu industrialisé

Figure 5 : La répartition du PIB par secteurs (en 2014) :



Source : MEP/DEME, 2014.

- Les tableaux suivants reflètent la vision que se font les investisseurs directs sur Madagascar (source : Etude sur les Investissements Directs Etranger à Madagascar, BCM/INSTAT) :

Tableau 6 : Les principaux atouts de Madagascar.

	1 ^{er} atout		2 ^{ème} atout		3 ^{ème} atout		Ensemble	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Coût de la main d'œuvre	65%	69%	10%	11%	5%	8%	29%	32%
Caractéristiques du marché	10%	6%	27%	27%	18%	13%	18%	15%
Fiscalité	3%	2%	4%	5%	10%	13%	5%	6%
Accès au financement	2%	2%	5%	4%	8%	5%	4%	4%
Droit des affaires	0%	4%	6%	4%	8%	9%	5%	6%
Infrastructure de transport	1%	2%	2%	3%	5%	3%	2%	2%
Infrastructure de télécommunication	11%	6%	26%	23%	14%	19%	17%	15%
Stabilité politique	1%	1%	1%	0%	1%	0%	1%	0%
Coûts des matières premières	4%	2%	10%	14%	17%	14%	10%	10%
Disponibilité des fournisseurs locaux	4%	5%	8%	10%	17%	14%	9%	9%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : BCM/INSTAT, Enquête IDE/IPF 2013.

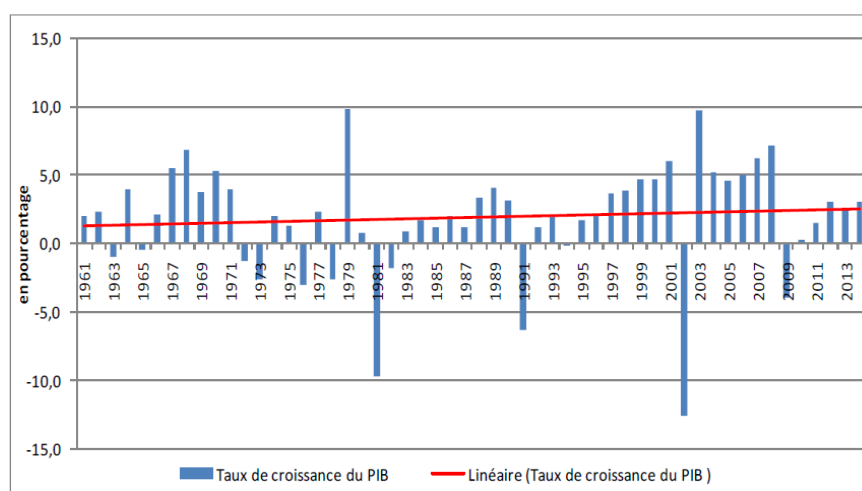
Tableau 7 : Les principaux handicaps de Madagascar

	1 ^{er} handicap		2 ^{ème} handicap		3 ^{ème} handicap		Ensemble	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Coût de la main d'œuvre	4%	5%	4%	11%	1%	4%	3%	7%
Caractéristiques du marché	2%	4%	6%	27%	7%	5%	3%	11%
Fiscalité	9%	16%	27%	5%	13%	19%	8%	13%
Accès au financement	6%	6%	17%	4%	17%	9%	6%	6%
Droit des affaires	2%	0%	6%	4%	10%	9%	4%	4%
Infrastructure de transport	5%	2%	16%	3%	16%	19%	6%	8%
Infrastructure de télécommunication	3%	2%	3%	23%	7%	5%	6%	9%
Stabilité politique	67%	62%	11%	0%	11%	13%	51%	27%
Coûts des matières premières	2%	2%	6%	14%	12%	9%	6%	8%
Disponibilité des fournisseurs locaux	0%	1%	5%	10%	6%	8%	6%	6%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : BCM/INSTAT, Enquête IDE/IPF 2013.

- Evolution du taux de croissance du PIB

Figure 6 : Les Taux de croissance du PIB depuis l'indépendance



Source : INSTAT, 2014.

3.2.2- Les propositions :

3.2.2.1- Le rôle de l'Etat :

Puisque le marché ne permet pas d'obtenir un certain niveau d'activité acceptable, une autre force doit s'y substituer et catapulte la croissance. L'Etat, par ses politiques, est le seul capable de peser et d'orienter la vie économique. L'Etat malgache doit intervenir dans la vie économique et sociale du pays. Il doit veiller premièrement aux réels accomplissements de ses fonctions traditionnelles. En tout temps, il est chargé d'assurer la défense, la sécurité publique, la protection des biens et des personnes et le respect de l'intégrité du territoire, de sauvegarder l'équilibre économique et d'assurer les services publics et la consommation publique. A l'exemple des Etats-Unis et dans cette logique de relance, les mesures entreprises par l'Etat doivent concourir à une application de la libre entreprise, en entend dire par là, que l'Etat doit inciter l'initiative privée, appliquer la libre concurrence tout en évitant l'anarchie sur laquelle débouche le capitalisme sauvage en fixant les règles du jeu économique par voie législative et réglementaire. Etant donné que les services fournis par l'Etat sont jugés médiocres (problème d'insécurité incessant,...) par la masse et que les résultats des projets effectués auparavant sont très peu encourageants (détournement de fonds, corruption,...), l'Etat est accusé de faire une mauvaise gestion des deniers publics. De ce fait, il devrait se centraliser sur ses fonctions régaliennes et ne pas entrer dans la vie économique en tant qu'opérateur, il doit clairement créer un environnement favorable à l'initiative privée. Cependant, l'Etat doit favoriser quelques branches d'activités jugées stratégiques (tourisme, agri-business, infrastructure, exploitation minière, éducation,...) où l'on doit concentrer l'effort, et établir un certain ordre de priorité parmi celles-ci. Il devrait donc orienter la vie économique de façon à ce que ces branches soient préférables plutôt que d'autres pour les acteurs économiques. Il peut aussi faire des aides sélectives aux investissements privés. De plus, le niveau d'activité détermine le niveau des recettes fiscales. Outre, l'Etat doit faciliter les échanges en améliorant les infrastructures comme les routes, les ports, les aéroports, surtout l'énergie et encore d'autres. Le système bancaire doit également se montrer plus flexible aux financements des projets, beaucoup d'investissements doivent avoir lieu.

D'après l'étude sur les IDE à Madagascar faite par la BCM et l'INSTAT paru en janvier 2014, l'instabilité politique est un véritable fléau pour l'économie nationale, l'Etat doit vraiment créer un climat favorable aux affaires plutôt que le contraire. A ce problème s'ajoute la fiscalité, le taux d'imposition sur les bénéfices de la société doit être revu. Nombreux sont les facteurs qui dissuadent les investisseurs directs pourtant les IDE offrent une alternative intéressante car en effet, ils apportent leur financement et ils supportent les risques. De plus,

un transfert de technologies pour amorcer la croissance et l'ouverture de nouveaux débouchés en sont des bénéficiaires.

Concernant la nuisance des étrangers (exploitation illicite, pillage des ressources, ...), il est impératif pour l'Etat de protéger les intérêts du pays. On attend de lui qu'il manifeste des prérogatives de souveraineté nationale face aux multinationales qui exploitent les ressources à leur guise, mais aussi qu'il applique des mesures protectionnistes face à l'afflux de produits étrangers qui pénalisent les produits locaux.

3.2.2.2- Les Secteurs clés :

Une grande majorité des théories du développement converge à dire qu'une des étapes de celui-ci est l'industrialisation. Or, parmi les trois secteurs d'activité, à Madagascar, l'industrie est celui qui contribue le moins au PIB du pays. L'industrie malgache n'est en fait dominée que par deux principales branches : l'agro-alimentaire et le textile. D'autres branches se développent mais peu à peu. Le tissu industriel est faiblement développé au regard de l'importance des potentialités de transformation des produits locaux, ce qui engendre une faiblesse des valeurs ajoutées et du niveau d'exportation. Précédemment, il a été montré que la puissance des Etats-Unis tient de l'exploitation et de la mise en valeur exceptionnelle de ses ressources, le territoire américain a incontestablement constitué une des bases de leur puissance. Madagascar est un pays doté de richesses naturelles en abondance sur lesquelles il peut s'appuyer pour reconduire le processus de développement et pour améliorer la vie des masses. Il faut une véritable politique de relance de la production, source de richesse et qui générera en même temps de nouveaux emplois et une diminution des importations. Une politique de restructuration de l'appareil productif qui cherche à adapter celui-ci selon les atouts du pays s'impose.

a- L'industrie extractive:

L'industrie extractive trouve des possibilités d'investissement dans :

- Charbon de Sakoa (Sud-Ouest) : avec une réserve estimée à 500 millions de tonnes,
- Fer de Soalala (Ouest) : avec une réserve de plus de 600 millions de tonnes,
- Bauxite de Manantenina (Sud Est) : avec un dépôt potentiel de 100 millions de tonnes,
- Or de Betsiaka et Maevatanana (Centre Ouest),
- Terres rares d'Ampasindava et de Fotadrevo (Sud Est),
- Et d'autres substances telles que : minéraux non-métalliques utilisés pour la construction et les travaux publics (marbre, sable, argile, ...), minéraux industriels

(cobalt, nickel, chrome, manganèse, vanadium, titane, zirconium, ...), minéraux stratégiques (mercure, lithium, magnésium, radium, ...), métaux (cuivre, plomb, lignite, aluminium, étain, ...), métaux précieux (platine, argent, ...), pierres précieuses et semi-précieuses (béryl, saphir, émeraude, rubis, quartz rose, topaze, tourmaline, améthyste, aquamarine, ...), eaux minérales, ...

- Exploration d'Huiles et Gaz dans les 3 bassins Ouest majeurs (Ambilobe, Mahajanga et Morondava) : 228 blocs pétroliers disponibles.

L'industrie extractive ne doit pas se contenter uniquement de faire les extractions. Les opérateurs doivent ensuite les transformer en produits plus élaborés pour percevoir une plus grande valeur ajoutée. Basé sur le bois énergie et les produits pétroliers importés, le contexte énergétique accentue la précarité sociale, freine les activités économiques et accélère la dégradation des forêts, entraînant d'autres dégradations environnementales comme l'érosion des sols et le tarissement des ressources en eau (Groupe de Réflexion Énergie, 2014 : *Recommandations pour le secteur*) à Madagascar. L'attention doit se porter plus particulièrement dans l'exploration pétrolière. On rappelle qu'on emploie le pétrole comme matière première dans l'industrie chimique et dans la production de carburants. Le pétrole et ses dérivés sont utilisés dans la production de médicaments, de produits agrochimiques et alimentaires, de matières plastiques, de matériaux de construction, de peintures et de fibres synthétiques, de détergents et de caoutchouc, ainsi que dans la production électrique. L'offre et la demande de pétrole, son prix, les solutions de remplacement sont des questions constamment débattues. Le pétrole servirait à la fois le marché intérieur et le marché extérieur. Ce secteur offre des possibilités énormes de débouchés. Ces 228 blocs pétroliers disponibles ne pourraient qu'apporter des effets bénéfiques sur la croissance et l'emploi.

b- L'Agri-business :

L'agri-business est un secteur prometteur au regard de l'étendu de la potentialité du pays:

- Pour 60 millions d'hectares de terres, presque 30 millions sont adaptés à l'agriculture et environ 18 millions d'hectares sont non utilisées et disponibles pour le développement. Une main d'œuvre abondante à moindre coût disponible.
- Un éventail complet d'écosystèmes permettant une culture diversifiée, allant des forêts alpines, passant par les plateaux des hautes terres, aux plaines tropicales, allant des endroits les plus humides aux terres semi-désertes.
- Le premier exportateur mondial de litchis : 70% de parts de marché en Europe

- 50% de l'exportation mondiale de vanille
- Climat diversifié permettant une culture diversifiée.

Puisqu'une très grande partie des terres n'est pas cultivée, une plantation à grande échelle de céréales, graines oléagineuses, canne à sucre, plantes aromatiques et médicinales, fibre végétale, épices, peut être envisagée. Des possibilités d'investissement dans le traitement agricole de biocarburants, huiles essentielles, boissons, médicaments, produits laitiers, conserves (confiture, légumes, fruits de mer, ...) s'ouvrent. Mais ce qu'il faut surtout ce sont les cultures de rentes, citons la vanille, le girofle, le cacao, le café, etc. et qui devraient faire l'objet de transformation avant l'exportation, ce qui évitera une importation de produits plus cher par la suite. L'exploitation du potentiel des cultures industrielles ou de rente pourrait générer notablement le revenu des producteurs et créer des emplois en fonction de l'augmentation de la demande des marchés internationaux.

c- Le tourisme :

Le tourisme est un des secteurs pourvoyeurs de devises pour le pays mais il rencontre de nombreux problèmes : insécurité, insuffisance d'infrastructures hôtelières et de personnel qualifié. Les caractéristiques du tourisme actuel :

- une très grande diversité avec un très fort taux d'endémisme (>80% en général),
- 4 réserves naturelles strictes, 21 parcs nationaux, 21 réserves spéciales, 22 réserves foncières touristiques et 10 sites identifiés de classe internationale,
- 3 sites inscrits au patrimoine mondial,
- 13,1% de hausse de revenus sur devises étrangères en provenance du tourisme, de l'année 2009 (180,3 millions dollar) à 2013 (294,9 millions dollar),
- Contribution au PIB avec 532,2 millions dollar en 2012 (5,34% du PIB total de Madagascar),
- Hausse de 11,9% en contribution au PIB de 2007 (4,1%) à 2012 (5,3%).

L'éco-tourisme doit être développé compte tenu de l'étendu du patrimoine malgache. Les parcs nationaux, les lacs et rivières et les forêts doivent être bien entretenus. Des infrastructures doivent être également installées pour répondre aux besoins de tous, des activités diversifiées comme la navigation, le parapente, la plongée sous-marine, les randonnées ou l'escalade. Les plages de sable blancs et eau turquoise, telles celles de Nosy-Be et Sainte-Marie, doivent être valorisés. Ces efforts doivent surtout être appuyés par l'Etat par la résolution du problème d'insécurité et par l'instauration des normes de qualité à

respecter par les établissements travaillants dans ce secteur avant qu'ils n'exercent, il doit s'assurer également à ce qu'une partie des investissements nouveaux soit orientée vers ce secteur.

Conclusion :

Les États-Unis sont devenus la première puissance économique mondiale au début du XX^e siècle, à l'issue de la première révolution industrielle et agricole. À la prospérité et à l'euphorie des années 1920 succède la grande crise économique des années 1930. L'économie américaine, stimulée par la politique du New Deal puis par l'effort de guerre, renoue avec la prospérité durant la Seconde Guerre mondiale. Modèle du capitalisme mondial au lendemain de la guerre, jouissant d'une suprématie économique incontestée, les États-Unis connaissent alors une très forte croissance. Le système américain trouve sa cohérence grâce à la trilogie taylorisme-fordisme-keynésianisme qui est le moteur de la haute croissance et en a fait l'économie dominante. Les firmes multinationales américaines conquièrent des positions clés dans le monde entier. La puissance américaine repose à la fois sur un vaste marché intérieur et sur une internationalisation très poussée, grâce aux investissements massifs des grandes multinationales américaines à l'étranger. Ils sont les initiateurs du progrès scientifique et technique qui a fortement appuyé leurs activités que ce soit dans l'agriculture que dans l'industrie. L'État soutient les activités de production du pays via des subventions, quelques réglementations et offrent des débouchés par ses commandes. Toutefois, la rapidité de la croissance et la compétitivité nouvelle des autres pays surtout de la Chine, entraînent un déclin relatif de l'économie américaine. Le PIB des États-Unis continue de croître mais sa part dans la production mondiale diminue. L'aggravation du déficit budgétaire a entraîné un amenuisement de l'épargne nationale et a fait de ce pays, le plus endetté du monde. Par ailleurs, les États-Unis sont le pays du libéralisme économique et du capitalisme qui se trouve désormais encadré par les pouvoirs publics, qui impose sa régulation dans le domaine du travail et de la concurrence. Dès la fin des années soixante, un phénomène de stagflation s'est installé qui a ouvert la voie à une remise en cause de la pertinence des théories keynésiennes. Cependant, le déclin des États-Unis doit être relativisé dans la mesure où ses concurrents ont effectué un rattrapage logique tiré en partie par le pays lui-même qui inspirait le reste du monde. Certes, l'économie américaine est très performante mais elle nous rappelle qu'une économie ne peut être parfaite. L'État peut être la source comme il peut être la solution aux problèmes économiques. La situation économique doit décider si une intervention de l'État est nécessaire ou si le marché doit être laissé en tant que tel. Il est obligé que les politiques économiques changent au cours du temps, elles doivent s'ajuster avec l'évolution de la conjoncture. Pour les pays en développement, certains aspects de la politique économique

américaine peuvent servir d'exemple, l'Etat doit intervenir en favorisant l'initiative privée par les divers instruments dont il dispose. Quoiqu'il en soit, les PED doivent passer par la phase d'industrialisation pour sortir du sous-développement et l'ensemble de la structure productive doit également s'adapter selon les atouts du pays. Les Etats doivent établir des programmes de recherche-développement pour soutenir les activités, instaurer de prérogative de souveraineté nationale par des lois et réglementations, et définir des mesures visant à protéger les produits locaux face à la concurrence étrangère. En vu de la rude concurrence, quelles politiques doivent-ils adopter pour contourner cette régression imminente et maintenir sa suprématie mondiale?

Bibliographie :

Claude Jeannot, Jean-Pierre Regad-Pellagru, *les Etats-Unis en fiche*, Bréal, 1995.

Vladimir I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1917.

Christian CHARLES, François MASSEPORT, *La hiérarchie des puissances économiques depuis 1945*, ellipses, 1995.

Michel Albert, *capitalisme contre capitalisme*, seuil, 1991.

"États-Unis." Microsoft Études 2008 [DVD]. Microsoft Corporation, 2007.

Pierre Sicard, *Histoire économique des USA*, Nathan, 1995.

Conjoncture 97, Bréal, 1995.

Albin MICHEL, *Le grand atlas de l'histoire mondiale*, Encyclopédia universalis, 1993.

Jean-Paul Thomas, *les politiques keynésiennes au XX^e siècle*, Cursus, Armand Collin, 1990.

EDBM, *Madagascar, le pays prometteur*.

Ministère de l'Économie et de la Planification, *Plan National de Développement*.

BCM /INSTAT, *Etude sur les Investissements Directs Etranger à Madagascar*. Janvier 2014.

Alain Galibert et Jean Le Dem, *L'épargne des ménages américains : les enseignements d'une comparaison internationale*, 1988.

Françoise Lemoine, *La Chine, futur géant dans l'économie mondiale*, Études2005/6 (Tome 402), p. 739-749.

Claude Meyer, *La Chine, centre du monde*, Études 2010/4 (Tome 412), p. 439-450.

Annexe

Annexe 1 : Le modèle FORD :	37
Annexe 2 : Les différences entre le modèle capitaliste américain et le modèle rhénan :	38
Annexe 3 : L'évolution du taux d'épargne des ménages :	39
Annexe 4 : Quelques indicateurs économiques généraux :	40
Annexe 5 : Le commerce extérieur :	41
Annexe 6 : Les finances :	41

Annexe 1 : Le modèle FORD :

<p>Le modèle FORD</p> <p>En 1908, Ford lance le modèle « T »</p> <p>L'élément clé de la nouvelle organisation du travail fut [la] chaîne sur laquelle les voitures à assembler passaient devant des postes fixes où les hommes effectuaient des opérations simples. Ce système fut tout d'abord mis en place pour divers sous-assemblages, à l'époque du lancement du modèle T, et se développa (...) pour atteindre son point culminant en janvier 1914 avec l'inauguration de la première chaîne de montage complet ininterrompue à l'usine Ford de Highland Park. En trois mois, le montage du modèle T ne prit plus que le dixième du temps qui était nécessaire auparavant, et en 1925 [on produisait] Presque autant de voitures en un seul jour qu'on en produisait, au début du modèle T, en une année entière.</p> <p>Conséquences : la production de masse</p> <p>Chez Ford, en quelques mois, la productivité par homme avait plus que quadruplé. (...)</p>	<p>En 1903, la Ford Motor Co. produit 1708 voitures, ce qui représente 15% du marché américain.</p> <p>En 1912, la production annuelle est passée à 168 220, en 1914 à 308 213 et en 1917 enfin à 730 000. Ford contrôle alors 50% du marché américain.</p> <p>Aux origines de la consommation de masse</p> <p>Le « five dollars a day » constitue la garantie même du développement de l'accumulation : « notre propre réussite dépend en partie de ce que nous payons. Si nous répandons beaucoup d'argent, cet argent est dépensé. Il enrichit les négociants, les détaillants, les fabricants et les travailleurs de tous ordres, et cette prospérité se traduit par un accroissement de la demande pour nos automobiles ».</p> <p>J.Lorenzi, la crise du XX^e siècle, Economica, 1980.</p>
--	--

Source : J.Lorenzi, 1980.

Annexe 2 : Les différences entre le modèle capitaliste américain et le modèle rhénan :

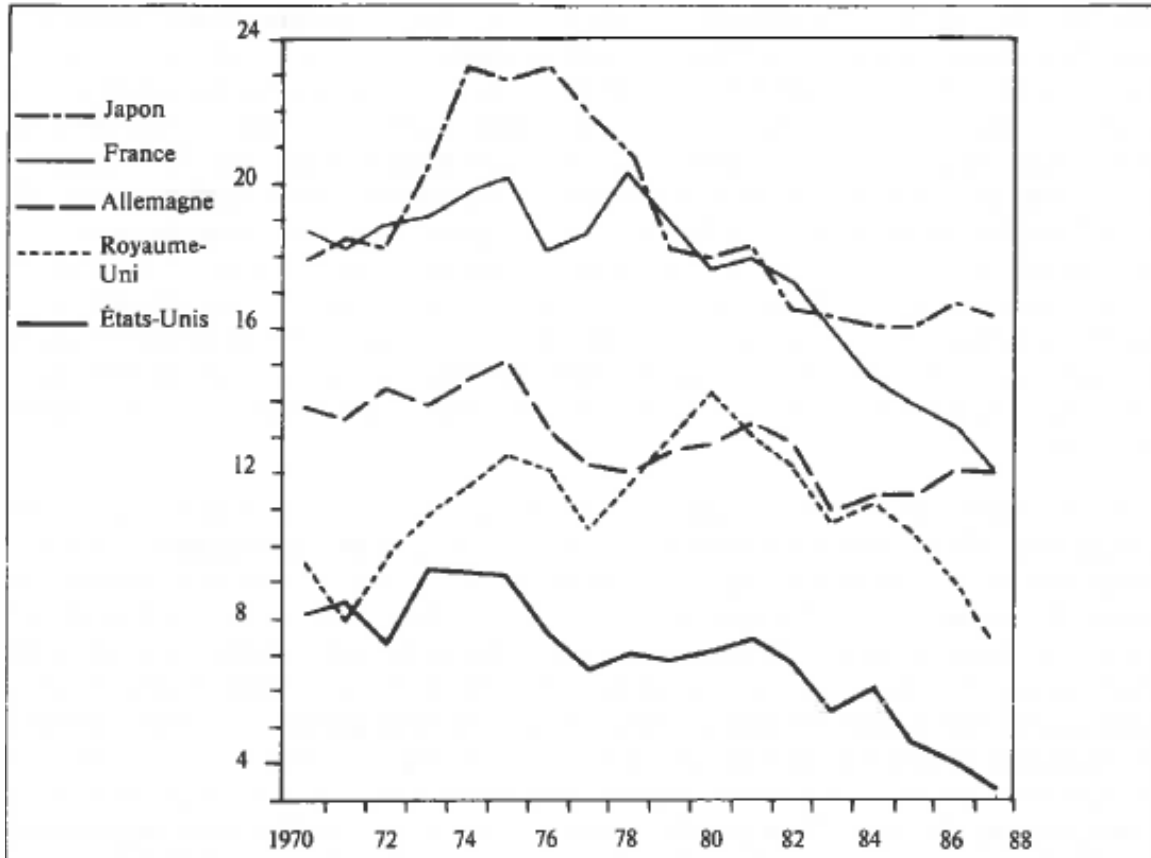
Le modèle rhénan a été notamment appliqué par des pays tels le Japon ou l'Allemagne.

- Une conception différente du salarié : alors que les Etats-Unis privilégient une conception très précaire du salaire et de l'emploi (dépendant des conditions immédiates du marché), l'Allemagne et le Japon jouent la carte de la formation professionnelle, de la sécurité et du consensus.
- Une vision différente de l'entreprise : aux Etats-Unis, l'entreprise est une marchandise exposée aux risques d'OPA (Opération Publique d'Achat) ; le Japon et l'Allemagne assurent une meilleure stabilité de l'actionnariat et de la gestion, grâce à une plus forte implication des banques et des syndicats (cogestion).
- Le modèle rhénan possède une efficacité qui repose sur un rôle plus important de l'Etat, sur une recherche systématique de la qualité, sur un effort supérieur de recherche-développement (3% du PIB contre 2,8% aux Etats-Unis, dont plus du tiers affecté au secteur militaire) et sur une épargne nationale forte et croissante.

Annexe 3 : L'évolution du taux d'épargne des ménages :

Comparaison des taux d'épargne des ménages

en % du revenu disponible.



Source : Alain Galibert et Jean Le Dem, 1988.

Annexe 4 : Quelques indicateurs économiques généraux :

	1970	1980	1985	1990	1992	1993	1994	1995
PNB¹	1015,5	2732	4 014,9	6 159,4	6 255,5	6 393,7	6 726,9	6 732,1
PIB /hab²	4 933	11 892	16 844	21 966	23,246	24 512	25 512	27440 ⁵
PIB	1010,4	2 708,1	4 038,7	5 522,2	6 020,2	6 738,4	6 738,4	7247,7 ⁵
PIB primaire¹	2,7	2,6	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	-
PIB secondaire¹	34,7	33,6	31,0	27,0	23,5	23,0	23,0	-
PIB tertiaire¹	62,5	63,8	66,9	71,0	74,4	75,0	75,0	-
PIB/PPA³	3 223,2	4 024,1	5 920,2	5 468,8	5 540,7	5 696,3	5 989,3	6 175,6
Taux de chômage⁴	4,8	7,0	7,1	5,4	7,3	6,7	6,0	5,6
Emploi primaire⁴	4,5	3,5	3,1	2,8	2,9	1,75	1,1	-
Emploi secondaire⁴	34,4	30,1	28,0	26,2	24,6	24,6	24,7	-
Emploi tertiaire⁴	61,1	66,4	68,8	70,9	72,5	73,6	74,1	-
FBCF¹	145,7	445,3	631,8	793,2	788,3	882,0	1 032,9	1 087,1
FBCF/PIB⁴	17,6	18,5	16,8	14,5	13	13,7	14,5	15
Epargne/PIB⁴	18,1	18,8	15,8	15,6	14,6	14,9	13,4	13,5
Taux d'inflation⁴	5,9	10,4	3,5	5,4	3,0	3,0	2,2	1,6
Taux d'intérêt prêteurs	7,91	15,27	9,93	10,01	6,25	6,00	7,14	8,85

1. En milliards de dollars. 2. En dollars. 3. En millions de dollars 4. En pourcentage.

5. Estimations.

Source : FMI, OCDE, ONU, 1996.

Annexe 5 : Le commerce extérieur :

Balance commerciale (en millions de dollars)									
	1970	1975	1980	1985	1990	1992	1993	1994	1995
Exportations	56,4	134,1	272,6	281,3	557,0	638,1	659,1	718,7	774,8
Importations	55,2	120,7	288,1	399,9	625,9	668,4	724,3	816,9	888,9
Balance commerciale	1,2	13,4	-15,5	-118,6	-68,9	-30,3	-65,2	-98,2	-114,1

Source : FMI, 1996.

Annexe 6 : Les finances :

	1970	1980	1985	1990	1992	1993	1994	1995
Dette publique brute¹	291,2	737,7	1 598,5	2 548,1	3 142,4	3 391,9	3 542,1	3 664,8 ⁴
Dette publique brute²	28,8	37,3	48,9	55,7	62,3	63,9	63,0	63,1
Dette extérieure¹	19,8	129,7	224,8	458,4	549,7	622,6	688,6	-
Recettes fiscales¹	190,5	546,1	791,1	1 085,9	1 151,8	1 238,8	1 330,7	1 447
Recettes fiscales³	29,6	30,5	30,1	30,8	30,7	31,1	31,5	31,8
Dépenses publiques¹	201	596,6	977,3	1 304,5	1 445,1	1 492,4	1 529,1	1 607
Dépenses publiques³	30,2	31,8	33,2	33,3	35,0	34,5	33,5	33,5
Aide publique au développement	9,9	9,8	10,7	11,4	11,7	9,7	-	-
Investissements directs de l'étranger²	1,26	16,93	20,01	47,9	17,58	41,13	49,44	74,7
Investissement directs à l'étranger²	6,53	19,23	13,4	29,95	42,66	72,6	49,37	96,9
Solde budgétaire¹	-11,4	-76,2	-212,8	-218,1	-289,3	-254,1	-201,5	-162
Balance courante¹	2,33	2,25	-121,8	-90,46	-66,3	-103,9	-155,68	-170

1. Milliards de dollar. 2. En millions de dollar. 3. En % du PIB. 4. Estimations.

Source : FMI, OCDE, 1996.

Auteurs :

M^{lle} RAMONJAMANANA Riana Navalona
M^r RANAIVOSON François Feno Hasina
M^r RANDRIAMANANJARA Rina Lalaina
M^r RANDRIAMASINANTENAINA Sitraka Fenohery
M^r RANDRIAMBAHINY RASOANIRAINY Miraina Delval

Titre : Les Etats-Unis : prééminence et revers d'une puissance économique.

Nombre de pages : 34

Tableaux : 7

Figures : 6

Annexes : 6

Contacts du premier auteur : kimmy.rina@yahoo.com, 034 65 449 09

Adresse du premier auteur : Lot 22 M VI Andranovao Ambohimangakely

Résumé

Les Etats-Unis, propulsés par le capitalisme, le libéralisme et le rôle relatif des pouvoirs publics, sont incontestablement la première puissance économique du XX^{ème} siècle. Cette hégémonie se présente sous forme de domination dans bien de domaines tels les secteurs agricole, industriel et financier. La politique économique américaine a énormément évolué, d'une économie de marché au keynésianisme qui fait place par la suite au monétarisme et à l'économie de l'offre. En effet, après une certaine période de prospérité des modèles, de nouveaux éléments intérieurs ou extérieurs tentent de retourner la situation et générer des difficultés. Derrière sa prééminence se cache des revers, si sa politique a été modifiée à plusieurs reprises, c'est que d'énormes difficultés les y ont bousculés. Les choix peu judicieux pris par les pouvoirs publics sont, par moment, les causes de ces mêmes difficultés qu'il vise à éradiquer, le déficit du budget s'est largement creusé et les problèmes liés au capitalisme restent d'actualité. Ainsi, le poids de l'Etat dans l'économie américaine doit être relativisé dans la mesure où ses interventions n'étaient pas incessantes malgré quelques succès. Plus récemment, ce sont la montée en puissance de la Chine et l'échec cuisant de la politique monétaire expansionniste dans les années deux milles qui tentent à remettre en cause sa suprématie mondiale. Une exploitation et une mise en valeur exceptionnelle des ressources et le rôle pris par l'Etat tirés de l'expérience américaine, sont des suggestions traitées à l'égard de Madagascar.

Mots-clés : Economie Américaine, Capitalisme, Politique Economique, keynésianisme, rôle de l'Etat, Madagascar, Stagflation, Subprimes, Agriculture Américaine, Industrie Américaine, déclin américain.

Encadreur : Monsieur RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasoa, Professeur des universités.